Document

Syrie : la guerre de la désinformation de l'Occident répond à des intérêts géostratégiques

(Liesi)

25 août 2012

Pour le Dr. Guenter Meyer, un expert du Moyen Orient à l'université de Mainz, il est aujourd'hui "évident" que les rebelles "étaient responsables du massacre de Houla", d'il y a quelques semaines. Assad l'avait décrit comme un exemple de "marketing de massacre, ce qui signifie que les rebelles tuent délibérément autant de gens que possible afin d'inciter l'opinion publique à l'échelle mondiale à encourager une invasion en Syrie depuis l'étranger et de faire tomber Bachar al-Assad".

Au début, explique Meyer, le gouvernement avait effectivement tué des protestataires pacifiques, mais la situation a complètement changé depuis lors. Les gouvernements occidentaux, les Etats du Golfe, la Turquie et une bonne partie de l'opposition ne cherchent pas la paix, mais le renversement d'Assad. Pour cela, une intervention militaire étrangère est nécessaire.

Par ailleurs, la guerre de l'information dont est victime l'opinion internationale au sujet de la Syrie a été exposée par Aisling Byrne, la coordinatrice des projets au Conflicts Forum de Beyrouth. Dans l'Asia Times du 12 juillet, elle écrivait que le conflit est intentionnellement présenté comme "une simple lutte pour les droits de l'homme et la démocratie" afin de couvrir des motifs géostratégiques.

Non seulement les insurgés reçoivent des armes et un entraînement au combat de la part des pays occidentaux, de l'Arabie saoudite et du Qatar, note-t-elle, mais aussi de l'entraînement et de l'équipement en matière de guerre psychologique, qui sert alors de base aux "nouvelles du front" fournies par l'Observatoire syrien des droits de l'homme qui siège... à Londres.

A cet égard, il a été désormais confirmé qu'un autre prétendu massacre près de Homs était en réalité une bataille rangée entre insurgés armés et des forces du gouvernement, au cours de laquelle une centaine de combattants ont été tués. L'Observatoire syrien affirmait d'abord que l'Armée syrienne avait massacré 250 civils innocents et non armés.

Pour les victimes de cette guerre de l'information en Europe et aux Etats-Unis, qui refusent de croire que tant de compte-rendus dans les médias et en provenance des autorités se résument à de la désinformation, il est utile de se rappeler les "arguments" invoqués pour lancer la guerre en Irak et plus récemment en Libye (armes de destruction massive, violations des droits humains, terrorisme international, etc.), et qui se sont avérés des mensonges.

Autre signe funeste : des responsables américains prétendent maintenant que Damas a commencé à sortir une partie de son arsenal d'armes chimiques des entrepôts, en laissant entendre que le régime veut les déployer contre la population.

En outre, la Croix rouge vient de déclarer que le conflit est désormais une "guerre civile", ce qui veut dire que le droit humanitaire international s'applique dans tout le pays, et sera invoqué pour justifier des poursuites pour crimes de guerre. (Source : *EIR*)

Même le Sunday Express de Londres notait le 22 juillet que d'anciens agents des Forces spéciales du SAS forment les rebelles syriens en Irak "aux tactiques militaires, au maniement d'armes et aux systèmes de communication", tandis qu'"un programme de commandement est mené en Arabie Saoudite".